



Aliment, territoire, santé :
 quel impact économique des achats
 de la restauration scolaire ?
 Gilles Maréchal - Terralim - ESO



Défis environnementaux pour une alimentation saine

- ◆ Qualités intrinsèques des produits, donc effets sur la santé, liées aux conditions du territoire
- ◆ Impacts globaux au long de la chaîne : émissions de GES, consommation énergétique
- ◆ Impacts locaux : paysages, biodiversité,

eau

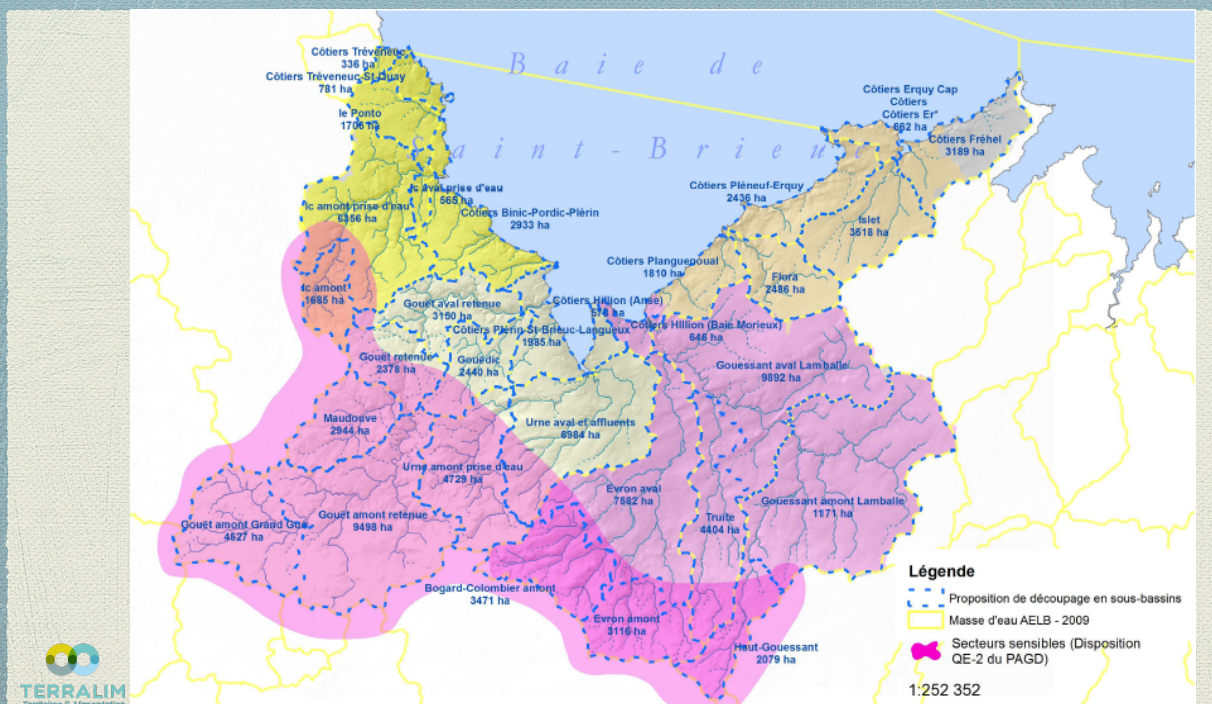


Triple fonction de l'eau

- ◆ aliment dont la qualité intrinsèque est facteur de bonne santé
- ◆ indicateur de la qualité globale d'un milieu
- ◆ bien/commun sous responsabilité publique soumis à des stratégies (prévention/curation) = secteur de politique



Baie de Saint Brieuc



Objectif de politique publique intra-territorial

- ◆ Plan de lutte contre les algues vertes du Pays de Saint Briec : objectif depuis 2011 = reconquête de la qualité des eaux

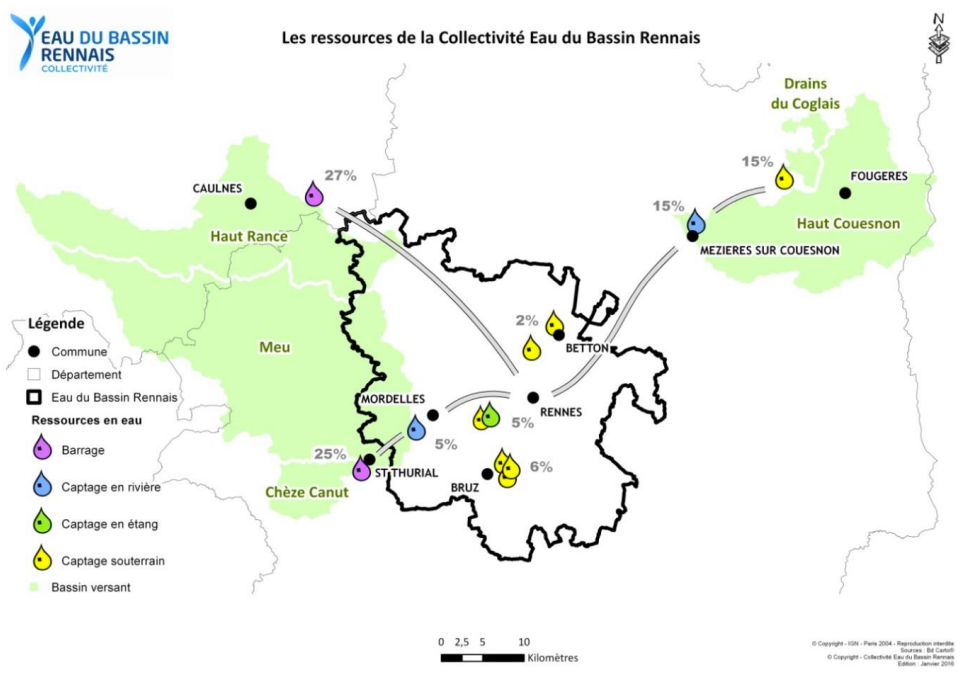
Action E plan 2017-2021

Favoriser la consommation des produits issus des exploitations de la Baie de Saint-Brieuc

1. Accompagner le développement des approvisionnements locaux en restauration collective publique
2. Sensibiliser le grand public à l'alimentation locale



Bassin de Rennes



Politique publique qui déborde des frontières du territoire

- ◆ Collectivité eau du bassin rennais : préservation de la qualité de la ressource dans des territoires éloignés

3 actions

- ◆ marché expérimental d'achat auprès de producteurs dont les pratiques préservent la qualité de l'eau
- ◆ centrale d'achats locale
- ◆ marque de territoire « eau en saveurs »

Accompagné par le plan d'alimentation durable de la ville de Rennes



Question

Les achats des cantines
du secteur scolaire
peuvent-ils avoir une influence
structurelle pour la réorientation
des pratiques agricoles et
alimentaires d'un territoire, au
bénéfice de la santé des habitants?



Quelques chiffres en Bretagne pour fixer les idées

- ◆ Consommation alimentaire : environ 10 000 M€ par an (232 milliards pour la France en 2014)
- ◆ Aides directes aux exploitations - 1er pilier PAC : 535 M€ en 2013
- ◆ Aides européennes 2ème pilier : 52 M€ par an en moyenne



Quelle place de l'achat public auprès des producteurs ?

- ◆ Constat 1 : place importante dans la production médiatique et le discours politique
- ◆ Constat 2 : les vendeurs ne constatent pas une augmentation de la demande en proportion
- ◆ Constat 3 : les subventions européennes sont centrales pour les décisions des producteurs



Quelle place de l'achat public auprès des producteurs ?

- ◆ Mesurer le chiffre d'affaires généré auprès des producteurs par l'achat public dans les cantines
- ◆ pour évaluer sa capacité à orienter les modes de production et d'alimentation
- ◆ en vue d'en organiser l'analyse et le suivi : notion d'observatoire

Dans un contexte de confusion sur les chiffres :
achat local 2 M€ ou 20 M€ ???



Défi méthodologique

- ◆ Un grand nombre d'unités (3093 en Bretagne pour 1er et 2nd degré)
- ◆ Des statuts divers : public/privé, commune/département/région, éducation nationale/agriculture
- ◆ Forte dispersion : taille, pratiques éducatives (pensionnat), partenariats
- ◆ Pas d'instance de collecte d'information (doubles comptes)



Questions pratiques

◆ Côté achat

- ◆ grand nombre et diversité fournisseurs
- ◆ commandes « mixtes » (grossistes)
- ◆ dispersion des coûts matière (simple au double)
- ◆ gestion déléguée parfois opaque

◆ Côté vente

- ◆ grand nombre et diversité des pratiques
- ◆ « secret des affaires », très concurrentiel



	Local / territorial	Régional	National	Global
Biologique certifié				
Cahiers des charges environ.				
Autres (IGP, labels)				
Conventionnel				
Commerce équitable				





	Local / territorial	Régional	National	Global
Biologique certifié	Red	Orange	Orange	Yellow
Cahiers des charges environ.	Orange			
Autres (IGP, labels)	Yellow			
Conventionnel				
Commerce équitable				



	Local / territorial	Régional	National	Global
Biologique certifié	Red	Yellow		
Cahiers des charges environ.	Red			
Autres (IGP, labels)	Red			
Conventionnel	Red	Yellow		
Commerce équitable				





	Local / territorial	Régional	National	Global
Biologique certifié	Red	Yellow		
Cahiers des charges environ.	Red	Yellow		
Autres (IGP, labels)	Red	Yellow		
Conventionnel	Orange			
Commerce équitable				Red

17 Impact des achats des cantines 07/10/2016

	Local / territorial	Régional	National	Global
Biologique certifié	Red			
Cahiers des charges environ.	Red			
Autres (IGP, labels)				
Conventionnel				
Commerce équitable				

18 Impact des achats des cantines 07/10/2016

Méthodes d'approche ?

- ◆ Collecte directe par enquête exhaustive trop lourde
- ◆ Echantillonnage risqué et lourd, pas de données pour représentativité
- ◆ => Extrapolation à partir de sources fiables et significatives

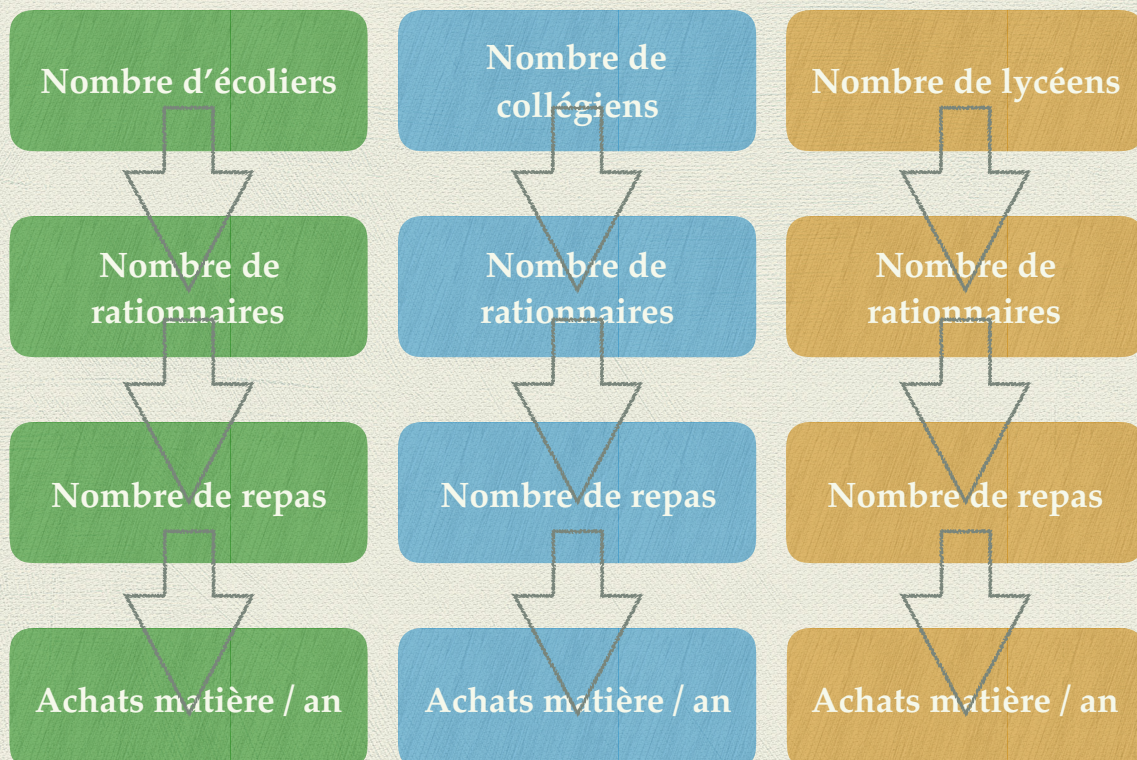
Méthode

Croisement de 3 démarches

- ◆ le potentiel à partir de données générales sur la consommation de repas
- ◆ l'extrapolation à partir de données terrain des acheteurs
- ◆ la confrontation avec les chiffres des vendeurs

Le potentiel

- ◆ 3 secteurs : écoles, collèges, lycées, différenciés par
- ◆ taux de rationnaires
- ◆ nombre de repas / an / personne
- ◆ coût matière / repas



Potentiel d'achats

	effectifs 2016	potentiel	à 10 %	à 40 %
premier degré	328 000	39 M€	3,8 M€	15 M€
collèges	158 000	33 M€	3,3 M€	13 M€
lycées	145 000	34 M€	3,4 M€	14 M€
total	631 000	106 M€	10,6 M€	42 M€

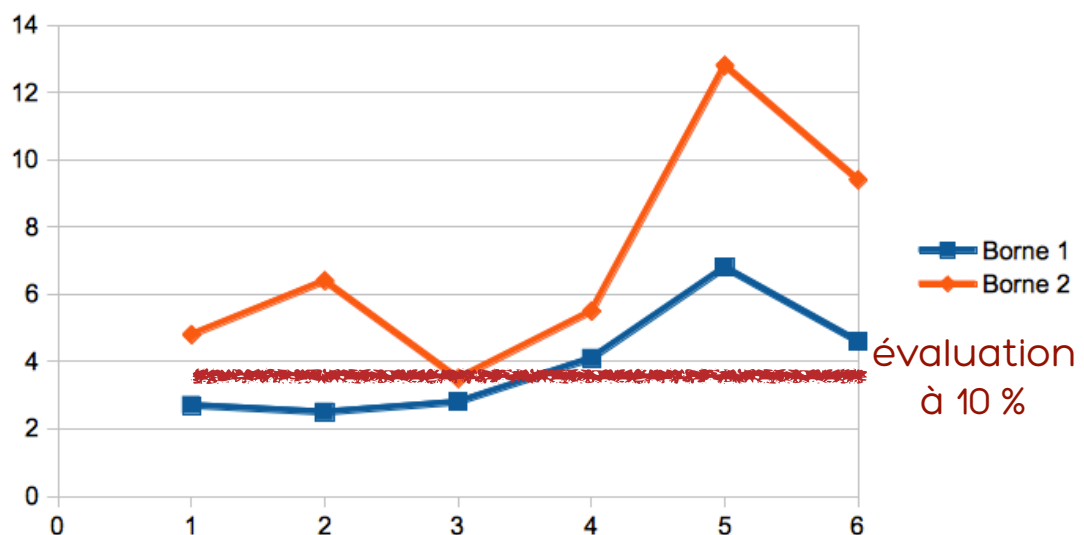
Les extrapolations

- ◆ 3 villes (> 1 million de repas / an)
- ◆ 3 structures intercommunales
(300 000 à 3 millions de repas / an)
- ◆ collèges dans 1 département
(3 millions de repas / an)
- ◆ lycées de la région (13 millions de repas /
an)

La méthode

- ◆ identification du montant total d'achats matière
- ◆ identification ou évaluation du montant selon cahier des charges
- ◆ extrapolation proportionnellement à la population : brute avec coût matière, corrigée selon taux d'achat

Résultats pour les écoles

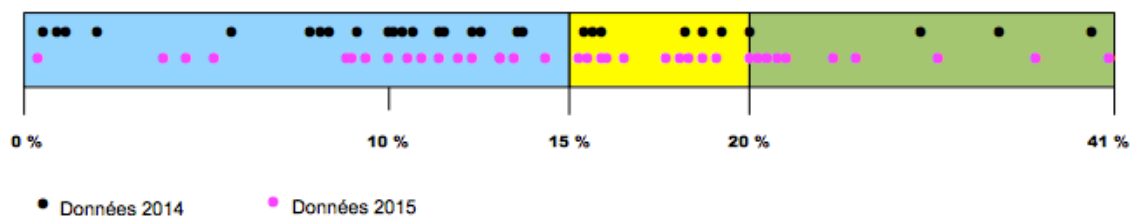


Résultats pour les autres

- ◆ Pour les collèges, estimation à partir d'un département entre 2 et 4 millions => compatible avec l'approche générique
- ◆ Pour les lycées, pas de centralisation de l'information

Exemple de dispersion et d'évolution

Part des achats durables dans les collèges – 2014 et 2015



source : conseil départemental des Côtes d'Armor

Vu du côté des vendeurs

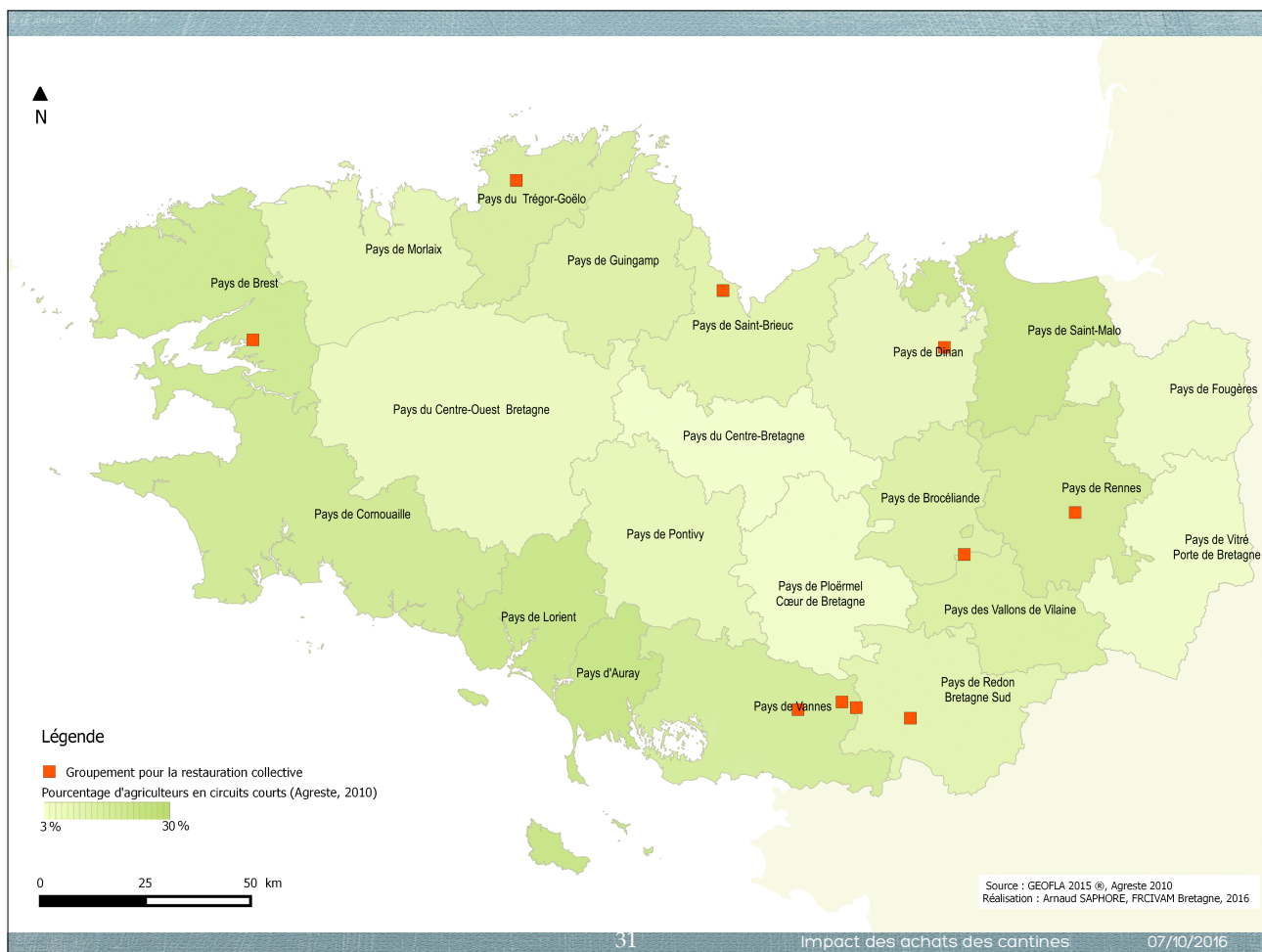
- ◆ Peu de données en dehors de la bio => accès à l'information difficile
- ◆ chiffres différents de l'approche « achat » : nombre de repas dans les lycées entre 13 et 18 millions par an
- ◆ achats considérés comme faibles : ex. les lycées commandent la production de 1,5 ha de maraîchage et 16 vaches



Exemple : les fournisseurs

- ◆ Individuels
- ◆ Groupes de producteurs (ex : Voisins de panier, saveurs du Poudouvre)
- ◆ Groupements spécialisés (ex : Manger Bio)
- ◆ Artisans
- ◆ Grossistes
- ◆ Entreprises transformation / négoce / distribution
- ◆ parfois via groupement d'achats





31

Impact des achats des cantines

07/10/2016

Etude de cas groupement bio

- ◆ CA total # 1,5 M€ dont 1 M€ d'origine Bretagne (avec $\frac{2}{3}$ de local)
- ◆ Répartition entre types d'établissements : plus des $\frac{2}{3}$ vers les écoles
- ◆ 75% des producteurs bio ont un CA annuel < 6 k€ en resto co

Estimation

- ◆ Faiblesse des données : pas d'homogénéité, chiffres sur la bio seulement, ventes « sans savoir »
- ◆ Estimation grossière pour les produits bio (locaux + régionaux) entre 2 et 4 M€ par an
- ◆ Ordre de grandeur compatible avec les chiffres par l'approche achat : tend à modérer les estimations



Conclusions techniques

- ◆ Estimation entre 7 et 10 M€ / an, mais sur quel périmètre ?
- ◆ Précision compatible avec la croissance actuelle : tendances observables
- ◆ Démarche par extrapolation possible si critères affinés => observatoires
- ◆ Proportions prévues dans « loi Allain » de l'ordre des crédits du 2ème pilier PAC, ou 8% du premier pilier



Conclusions génériques

- ◆ L'achat public peut contribuer à un changement structurel dans l'agriculture et l'alimentation ...
- ◆ ... en introduisant de nouvelles méthodes de soutien à l'agriculture, plus « accrochées » aux marchés...
- ◆ ... mais à eux seuls les achats des cantines ne peuvent suffire
 - ◆ un saut quantitatif est encore à réaliser
 - ◆ la liaison avec les autres formes est à organiser



Considérations finales

- ◆ L'approche par le volume d'affaires peut permettre d'estimer des emplois générés
- ◆ Fondamentalement, ne pas masquer par une illusion économique, voire économiciste, les enjeux en matière de santé et d'éducation





Merci de votre attention

www.terralim.fr - 06 32 45 20 68

